

Les instructions de notre ministre de la guerre avaient enjoint de ramener toute notre artillerie. Les projectiles creux ou pleins, dont le transport en France eût été trop coûteux, furent brisés; car ils étaient absolument inutiles aux mexicains, dont les canons lisses de 8 ne pouvaient se charger comme des pièces rayées de 4. Quant aux poudres du corps expéditionnaire, le général Castelnau, avec raison, donna l'ordre de les noyer dans la Sequia. Car Mexico restait alors en si bon état de défense et si largement approvisionné de munitions, qu'il a pu soutenir depuis lors un long siège contre un effectif bien plus considérable que sa garnison. La mort de Maximilien a été la vraie cause de la capitulation de cette place.

Au moment où on brisait nos projectiles, deux Mexicains, vêtus en costume de ville, se présentèrent à la porte de la citadelle encore occupée par nos soldats; arrêtés d'abord par la consigne du factionnaire, qui interdisait l'entrée à des inconnus, ils pénétrèrent. Les deux étrangers étaient l'Empereur et le général Marquez. C'était la première fois de son règne que Maximilien visitait la forteresse, malgré les offres répétées du général en chef. Cette visite mystérieuse (dont le maréchal se plaignit de ne pas avoir été avisé, car sa place, dans une citadelle encore tenue par nos armes, était aux côtés du souverain), était un acte de méfiance imméritée.

Le 5 février, au matin, le drapeau tricolore, qui flottait sur le quartier général de Buena-Vista, fut amené; Mexico redevenait libre de l'occupation française. Le maréchal, qui savait par expérience que les Mexicains s'acquittent mal du service de place, sortit de Mexico avec ses troupes. Pour leur laisser le temps de l'organisation, il vint camper sur la chaussée de

la Piedad, à une portée de canon de la ville où il resta un jour et une nuit, s'interposant ainsi entre l'ennemi, qui n'était nullement en vue, et la garnison de Mexico. Le maréchal espérait que Maximilien songerait à le rejoindre. Toutefois il restait sur ses gardes; car il se pouvait que le ministère, sous l'empire de l'irritation, commît quelque acte d'hostilité, dans l'espoir de forcer nos troupes à rentrer dans Mexico. Le lendemain, les reflets des baïonnettes françaises disparurent à l'horizon.

La mission du général Castelnau était expirée. L'aide de camp impérial reprit immédiatement la route de Vera-Cruz, pour s'embarquer sur le steamer transatlantique du 15 février. Il redescendit de Mexico par la diligence jusqu'aux Terres-Chaudes. Il allait sans doute rendre compte à son souverain des événements auxquels il avait assisté et de l'état du pays. On a pourtant peine à comprendre qu'il ait pu éclairer avec fruit la Cour des Tuileries sur le véritable esprit des populations; car, sauf son court voyage à Puebla, il n'avait pas quitté un seul instant la capitale. Le général Castelnau est trop perspicace pour n'avoir pas été frappé, au moment de s'éloigner de Mexico, des dispositions hostiles de tous les partis, et surtout du parti clérical, qui, sous l'action du ministère, poussait à une démonstration contre notre drapeau; les conseillers de la couronne espéraient ainsi, soit faire oublier par leurs compatriotes leur alliance avec l'intervention, soit ralentir notre retraite, qu'ils voyaient, malgré tout, avec douleur: car le règne de la réaction touchait à sa fin. Déjà, à cette époque, Lares et Marquez excitaient Maximilien à partir pour Queretaro, certains d'avance de l'impuissance du souverain une fois sorti de la capitale, où

ils comptaient devenir les seuls maîtres de la situation, après le désastre probable du Prince.

Aussi, en présence de tous ces symptômes déjà éclatants au début du mois de février 1867, reste-t-on surpris de la placidité qui règne dans la dépêche finale adressée par le général Castelnau à l'empereur Napoléon, datée de la Vera-Cruz, le 14 février, et apportée au télégraphe de la Nouvelle-Orléans par l'avis de notre escadre, le *Bouvet*.

*Le général Castelnau à l'empereur Napoléon III.*

L'évacuation de Mexico a eu lieu le 5, et n'a provoqué que des *manifestations sympathiques*. La retraite s'effectue dans un ordre parfait, sans un coup de fusil. L'empereur reste à Mexico où tout est tranquille..... Je rentre aujourd'hui en France.

A son retour en Europe, le général Castelnau fut promu au grade de général de division. La mission solennelle de l'aide de camp impérial n'avait pas résolu toutes les difficultés de l'évacuation : le maréchal en resta chargé. La retraite de tout le corps expéditionnaire qui, pendant le mois suivant, fut conduite à bonne fin, sans qu'on eût éprouvé un désastre partiel, restera une belle page militaire.

La dernière colonne française descendit lentement sur Puebla, de façon à pouvoir tendre encore la main à Maximilien. Dans cette intention, le maréchal demeura cinq jours dans cette dernière ville. Pour protéger la rentrée des détachements mexicains dans la place, il lança sa cavalerie du côté d'Oajaca. L'empereur du Mexique n'avait pas donné signe de vie. A ce moment, la nouvelle du désastre du général Miramon parvint au bivouac. Le général en chef écrivit

immédiatement à Maximilien, le suppliant de revenir. Il l'informait en même temps que le général de Castagny restait en arrière pour le protéger; M. Dano devait se faire l'interprète de sa décision. Cette dernière tentative échoua.

*M. Dano au maréchal.*

Mexico, 16 février 1867.

Le général Castelnau m'a écrit que V. E. pouvant encore tendre la main à l'empereur Maximilien pour se retirer, désirait connaître les intentions de S. M. par suite de l'échec du général Miramon : « que dans quelques jours cela serait impossible. »

Les ministres mexicains prétendent que vous avez écrit dans le même sens à leur souverain.

Le jeune empereur est moins que jamais disposé à accepter cette offre. Je regrette vivement qu'il se soit décidé à tenter les aventures. Il serait très fâcheux qu'il lui arrivât quelque malheur. Mais personne ne pouvait le retenir, et nous moins que personne. On a beaucoup vanté un succès, en réalité insignifiant, remporté sur Fragoso. En revanche, le bruit court que les dissidents seraient entrés à Queretaro sans tirer un coup de fusil, les impérialistes ayant pris le parti d'évacuer cette ville. La nouvelle n'est du reste pas certaine. On craint que le chemin de Mexico ne soit fermé à l'empereur Maximilien.

A mesure que les Français se retiraient, ils fortifiaient solidement toute la route qui devait servir de ligne de retraite à l'Empereur aux moments difficiles. La ville de Puebla, qui, un mois plus tard, tombait au pouvoir de Porfirio, était si bien organisée pour la défense, que l'ordre du jour du 7 avril, adressé par le vainqueur à ses troupes, se termine ainsi :

Mexicains,

.....  
Avec les fusils pris à l'ennemi, la place, non sans raison dénommée invincible, puisque les premiers soldats du monde n'ont pu la prendre d'assaut, a cédé au premier effort de votre valeur entraînant. Toute la garnison \*, et l'immense matériel de guerre réuni par l'ennemi sont les trophées de notre victoire.

PORFIRIO DÍAZ.

A son arrivée à Vera-Cruz, le maréchal fit achever les fortifications du port : il passa lui-même la revue des forts et des remparts. Un instant, on crut que l'empereur avait quitté Mexico pour gagner la mer. Le maréchal qui, malgré le vomito, avait prolongé son séjour à Vera-Cruz, remonta en toute hâte à la Soledad avec quelques officiers, comptant s'appuyer sur l'arrière-garde et sur le bataillon égyptien des Terres-Chaudes. Le bruit se répandit même parmi les *guerrillas* qu'il rouvrait la campagne pour dégager la route. Il dut reprendre seul le chemin de Vera-Cruz ; Maximilien avait déjà gagné Queretaro.

La note suivante, émanée de la direction de l'artillerie française, donne une idée exacte des moyens de défense laissés à la monarchie.

La fabrication de cartouches et de capsules de guerre par les soins de l'artillerie française, et au moyen de poudre française, pour venir en aide au gouvernement mexicain, s'est continuée

\* La place était commandée et fut livrée par le général Noriega, ami de Marquez, qui s'était sauvé de Jalapa en 1863 devant l'ennemi, et qui, remercié par le général Forey, venait d'être remplacé par le ministère clérical.

jusque dans le courant du mois de janvier 1867, époque où le gouvernement mexicain cessa, malgré des demandes réitérées, de fournir les fonds nécessaires pour ce travail.

Sur la demande du maréchal commandant en chef, des quantités considérables de cartouches et 20,000 kilogrammes de poudre à fusil avaient été envoyés de France pour les besoins de l'armée et des populations mexicaines. Il résulte des pièces officielles, revêtues du récépissé des parties prenantes, que le nombre de cartouches délivrées a été de 3,228,226, et la quantité de poudre à fusil de 21,437 kilogrammes.

En résumé, l'armée française en quittant Mexico, a laissé cette place approvisionnée de 34,741 projectiles de tous calibres, avec les charges nécessaires pour donner trois cents coups à tirer par pièce, une réserve de 300,000 cartouches (sans compter celles appartenant à la légion austro-belge). Aucune espèce de munitions mexicaines n'a été détruite, ni distraite des magasins, et les officiers mexicains désignés à cet effet en ont opéré la reconnaissance et constaté la remise. Les mêmes formalités ont été observées dans toutes les places de l'intérieur occupées par l'armée, à mesure de leur évacuation.

Jusqu'au milieu de janvier 1867, c'est-à-dire quinze jours avant son départ de Mexico, l'artillerie française a contribué, par son travail et par les ressources qu'elle a tirées de ses approvisionnements, à augmenter les moyens d'action qu'elle laissait entre les mains du gouvernement mexicain.

Le directeur du parc.

Au moment de s'embarquer, le maréchal avait épuisé tous les moyens en son pouvoir pour assurer la retraite de Maximilien sans perdre de vue les intérêts de nos nationaux, en les faisant jouir le plus longtemps possible des bénéfices

d'une nouvelle convention éphémère, obtenue par les soins de M. Dano. Ce dernier document en fait foi.

*A M. l'amiral commandant l'escadre.*

Vera-Cruz, le 7 mars 1867.

Monsieur l'amiral,

J'ai remis aux autorités mexicaines militaires, dans la capitale, à Puebla, à Orizaba, tous les arsenaux et les établissements de la guerre en parfait état d'entretien, avec les bouches à feu les approvisionnements au grand complet, les fortifications et les ouvrages détachés, dans le meilleur état possible de défense (matériel mexicain bien entendu).

Voilà pour la capitale et les places qui se trouvaient sur ma ligne de retraite.

Mon intention était d'agir de même à la Vera-Cruz, sans rien ajouter aux ressources de la garnison. Cependant, S. Exc. le ministre de France, ayant conclu avec le gouvernement mexicain un nouvel arrangement qui modifie la convention du 30 juillet 1866, et aux termes duquel le gouvernement mexicain s'engage à payer mensuellement à la France une somme de 50,000 piastres (250,000 fr.), j'ai dû me préoccuper du soin d'assurer, pendant le plus longtemps possible, le paiement de cette somme, qui ne saurait être indifférente au trésor français, et qui représente l'intérêt d'une bonne partie des obligations des emprunts mexicains.

Pour cette raison, j'ai cru devoir donner à M. le commissaire impérial Bureau, tout ce dont je pouvais disposer en armes, munitions, attelages, objets de campement, etc., etc., à titre de remboursement. Il est, en effet, de notre intérêt de permettre à ce fonctionnaire de conserver la ville après le départ du corps expéditionnaire.

Une autre raison a encore dicté ma résolution : c'est la convenance qu'il y a, sans engager la politique de notre gouvernement, à assurer à S. M. l'empereur Maximilien un lieu de refuge où il puisse, si les circonstances l'y réduisent, trouver un asile et les moyens de s'embarquer. Afin de donner plus de force à la place, et pour rendre la garnison plus confiante, j'ai pensé à augmenter les ressources en munitions, et principalement en poudre. Je crois aussi qu'il serait bon de mettre à la disposition de l'autorité mexicaine un petit navire à vapeur qui pourrait garantir la ville d'une tentative de bandes armées, tirées des populations dissidentes voisines.

Dans l'ordre d'idées exposées ci-dessus, je vous prie, monsieur l'amiral, de me faire savoir si vous ne pourriez point disposer de quarante à cinquante quintaux de poudre, pris sur les approvisionnements de l'escadre, et si, parmi les canonnières présentes sur rade, il ne s'en trouve pas une que l'on pourrait céder au gouvernement mexicain, en employant certaines formalités qui permettraient d'écarter toute interprétation compromettante pour notre politique. Cette canonnière pourrait, par exemple, être dénationalisée et vendue comme impropre au service, comme matériaux ne valant plus la peine d'être ramenés en France.

La *Tourmente* m'est signalée comme remplissant ces conditions.

Je vous le répète, je vois dans ces mesures un moyen d'assurer à notre pays le paiement d'une rente assez importante, celui de sauvegarder plus longtemps nos nationaux, d'affermir la position et l'influence de notre consul, puis de permettre au jeune empereur, qui court en ce moment les chances d'une lutte qui peut lui être contraire, de trouver un point assez fort pour couvrir sa retraite et son embarquement.

J'ai la conscience, en agissant comme je le fais, de remplir les

intentions de mon souverain, et je verrais avec satisfaction qu'il vous fût possible de me seconder dans la limite des instructions qui, avant tout, doivent guider votre décision\*.

BAZAINE.

A la dernière heure, le maréchal confia aux soins de M. Bureau une dernière missive pour le malheureux prince.

Le 11 mars 1867, à 8 heures du matin, le commandant supérieur de Vera-Cruz faisait la remise de la place et du matériel d'artillerie mexicain au général Perez Gomez, qui les recevait au nom de son empereur. Ce général venait d'ordonner l'abandon des villes de Cordova et d'Orizaba, pour se concentrer à Vera-Cruz. Le lendemain même, les derniers régiments français, pressés sur nos navires, disaient adieu aux rives du Mexique et aux braves compagnons tombés sur la terre étrangère.

\* La marine française n'accorda que trente quintaux de poudre, et l'amiral ne crut pas pouvoir céder de canonniers.

Six semaines après, le *Souverain* était signalé en rade de Toulon. Aussitôt, le préfet maritime et le commandant de la subdivision se rendirent à bord du vaisseau qui portait le maréchal Bazaine. Au nom de leurs ministres respectifs, ils lui annoncèrent que l'ordre avait été donné de ne pas lui rendre d'honneurs. La population déjà prévenue de ces dispositions par la *Gazette du Midi*, qui n'avait pas été démentie par les autorités, se pressait sur le quai. Le maréchal dut traverser la foule, le cœur brisé, mais la tête haute; il avait la conscience, en posant le pied sur le sol natal, d'avoir complètement rempli son devoir de soldat français.

La France n'avait pas fêté, à leur retour du Mexique, des régiments qui n'avaient pas moins mérité que leurs aînés, revenus jadis de Crimée et d'Italie. Le même sentiment de réserve avait pu inspirer notre gouvernement dans son attitude officielle à l'égard du général en chef du corps expéditionnaire. Mais nous devrions croire que la réception qui a été faite au maréchal dans le palais des Tuileries, où il fut